



L'intersyndicale CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et FO DGFIP 34 a décidé de boycotter la 1ère convocation de la FS du 2 juillet suite à l'adaptation du réseau territorial 2027-2030 présentée en CSAR ce même jour.

Une fois encore, l'administration montre tout le mépris qu'elle porte aux agentes et agents de la DGFIP, à leurs représentants, à notre service public, à nos missions et aux usagers.

Contrairement à ce qu'a écrit la DG, cet ultime projet s'inscrit bel et bien dans la continuité du NRP et n'aura comme seules conséquences que de réduire à peau de chagrin notre service public de proximité, et de mettre encore plus à mal les possibilités de mobilités professionnelles et géographiques des agentes et agents.

À ce stade du mandat gouvernemental, pourquoi cette urgence à poursuivre et à amplifier cette destruction de nos services ?

Les conséquences dépassent largement la seule DGFIP. Lorsque l'État abandonne les territoires, lorsqu'il ferme les services publics, lorsqu'il éloigne les administrations des citoyens, et porte atteinte à la République et à ses valeurs démocratiques. Pourtant, vous poursuivez inlassablement la même politique, comme si la réalité n'avait plus aucun sens. A à peine un an d'élections nationales essentielles, vous jouez avec le feu.

Oser écrire que le réseau sera conforté au cours des prochaines années alors que plus de 300 structures seront rayées de la carte à l'échéance 2030 révèle du pur mensonge !

Si une adaptation du réseau peut continuer à répondre aux attentes des usagers, c'est en replaçant des services de pleine compétence au cœur des déserts administratifs que vous avez créés.

Le mensonge continue quand la DG affirme maintenir le nombre global de communes dans laquelle la DGFIP sera présente, « présence » désormais quasi-exclusivement assurée à travers des perspectives d'ouverture d'accueil France Services ou des « permanences » qui n'en ont que le nom. Bien ridicules alternatives à des services de la DGFIP de pleine compétence !

La DG abandonne des services, des implantations, pour elle, ce n'est pas si grave ! Mais fermer lors des ponts naturels ça s'est très grave ! Quand garantir la continuité de service n'est plus qu'un prétexte fumeux !

Qualifier d'ajustement limité la destruction de 300 services DGFIP après la saignée du NRP 1ère lame cache piteusement un NRP 2ème édition dont il ne faudrait pas prononcer le nom. Déjà 130 fermetures en 2027 dont 43 au 01 janvier, donc mécaniquement mises en œuvre en 2026 qui devait être encore une année de stabilisation, mensonge une fois de plus ou, plus précisément, encore une « promesse » non tenue qui s'ajoute à une liste écœurante... comme celle de la stabilité des effectifs en 2025 ! « Promettre » une préservation des emplois, alors que la réforme du décompte des emplois en a supprimé des milliers, « Promettre » de tenir compte des souhaits des agents dans le respect de règles de gestion alors que la DG continue chaque jour de les détruire un peu plus. **Quand les promesses ne sont plus que mensonges ! Où est la crédibilité ?**

Comment oser ce NRP 2 au moment où la souffrance des agentes et des agents de la DGFIP est à son paroxysme ? L'explosion du nombre de burn out et d'actes suicidaires en témoigne.

À force d'allumer des incendies organisationnels, vous venez ensuite expliquer que vous cherchez des solutions pour améliorer les conditions de travail. Cette contradiction est devenue insupportable.

À quel moment, la DG et ses directeurs départementaux, défendront-ils enfin la DGFIP et ses agents au lieu d'être les promoteurs zélés des politiques gouvernementales de casse de notre service public ? À quel moment refuserez-vous de sacrifier encore des collègues, des emplois, des missions, des services au nom d'une austérité budgétaire devenue une idéologie ?

Ouvrez les yeux ! Car vous œuvrez méthodiquement à la déstructuration et à la fragilisation de notre administration. Service après service. Mission après mission. Implantation après implantation.

L'observatoire interne 2026 illustre parfaitement ce déni. Les sentiments dominants à la DGFIP demeurent la fatigue et le désenchantement.

Voilà le véritable bilan : pendant que vous parlez de modernisation, les agents parlent d'épuisement.

Et pour finir quand la DG ose justifier ces restructurations en reprenant cette phrase de l'observatoire interne : « Les résultats de l'observatoire interne des années passées avaient mis en exergue un sentiment de changement trop important chez les agents durant les réorganisations liées au nouveau réseau de proximité. Ainsi, en 2022 et 2023, 56 % des agents déclaraient que *« le rythme du changement au sein de ma direction me semble aujourd'hui trop rapide »*. Ce taux a ensuite décliné d'année en année, jusqu'à atteindre un taux de 36 % en 2026 ». Qui donc a pu souffler un tel argument que l'indécence dispute au cynisme ?

Dernier volet du mépris, celui des représentantes et représentants des personnels. En effet, dans le secret le plus total, vous avez sollicité l'accord des préfets. Vous avez refusé la tenue d'un CSAL exceptionnel. Et que dire du cynisme de la « tournée d'adieu » de l'ancien directeur. Oser passer dans les services alors qu'il planchait depuis plusieurs mois sur leur fermeture.

Vous l'avez accompagné dans cette entreprise de nouvelle casse du service public ! Nous exigeons, Mme la Présidente, que vous dévoiliez aujourd'hui tous les plans néfastes que vous avez prévus pour la DDFIP 34.

L'intersyndicale CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et F.O.-DGFIP 34 exige le retrait de ce plan délétère pour le service public, les usagers et les agents !